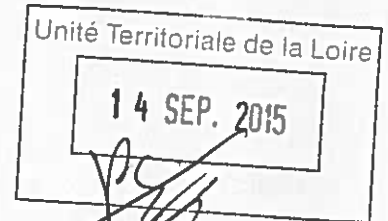




PRÉFET DE LA LOIRE



ARRETÉ N° 397/DDPP/2015

portant abrogation de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 7 septembre 2005

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 imposant au Crédit Agricole Loire Haute-Loire, en qualité de détenteur du site de l'ancienne fabrique de chapeaux "Moretton" situé sur le territoire de la commune de Chazelles sur Lyon, rue Claude Protière et rue Pasteur, des mesures de dépollution et de surveillance des eaux souterraines ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 20 juillet 2015, constatant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 ont été réalisées et que la surveillance des eaux souterraines peut être arrêtée ;

CONSIDERANT que la surveillance des eaux souterraines met en avant une bonne stabilité des résultats ;

CONSIDERANT que les résultats de la surveillance des eaux souterraines mettent en avant l'absence d'impact sur leur qualité ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 ont été respectées et qu'il y a donc lieu de les abroger ;

SUR PROPOSITION de Madame la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 susvisé imposant au Crédit Agricole Loire Haute-Loire, en qualité de détenteur du site de l'ancienne fabrique de chapeaux "Moretton" situé sur le territoire de la commune de Chazelles sur Lyon, rue Claude Protière et rue Pasteur, des mesures de dépollution et de surveillance des eaux souterraines sont abrogées.

Article 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 3 : Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'Inspection des Installations Classée et Monsieur le maire de Chazelles sur Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

09 SEP 2015
 Patrick RUBI
 Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale
 de la Protection des Populations

Copie adressée à :

-Monsieur le Directeur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-loire

94 rue Bergson

BP 524

42007 SAINT ETIENNE Cedex 1

- Monsieur le maire de Chazelles sur Lyon

- Sous-Préfecture de Montbrison

- Inspection des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, unité territoriale Loire

- Archives

- Chrono